et les mesures de discipline relatifs à cet adolescent diffèrent le moins possible de ceux que devraient assurer les père et mère de cet adolescent.

Mais après avoir parlé du rôle des parents, qui n'a jamais joué en faveur de ces jeunes délinquants, on oublie de dire comment les parents devraient l'assumer, ce rôle. De fait, un fonctionnaire de la John Howard Society qualifie le bill de charte pour les jeunes criminels. Tout espoir de donner l'orientation et la direction voulues à ces jeunes gens, si l'on veut assurer leur retour normal au sein de la société, est voué à l'échec dès le début. Le bill commence par parler, sans y croire, de réhabilitation des jeunes pour terminer par une collection de termes juridiques énonçant les châtiments qui les menacent. La critique la plus virulente subie par ce bill se trouve dans une lettre adressée à des députés et à des sénateurs par l'Association canadienne pour la santé mentale:

En fait, il s'agit d'un code pénal pour enfants, détestable dans sa terminologie, procédurier dans sa conception et punitif dans ses effets.

En d'autres termes, le bill procède visiblement du vieux concept dépassé du crime et du châtimement et non de la nouvelle conception de la réorientation et de la réhabilitation. Les techniques policières énumérées dans le bill, telles que prise des empreintes digitales, photographies et ouvertures d'un casier judiciaire qui ne peuvent être supprimées qu'en abrogeant la loi sur le casier judiciaire, n'ont indiscutablement pas leur place dans une mesure qui vise à laisser aux parents, autant que faire se peut, les soins, la surveillance et la discipline des jeunes délinquants.

Si les parents commençaient à prendre les empreintes digitales de leurs enfants, à les photographier et à remplir toutes ces formalités légales, leur influence sur eux ne tarderait pas à décroître plutôt qu'à augmenter.

D'abord, nous critiquons le titre du bill où il est question de jeunes délinquants. Comme en Angleterre, le titre devrait être loi sur les enfants et les jeunes personnes ou simplement loi sur les jeunes personnes. Mais c'est le dernier de nos soucis. Ce qui manque encore plus dans ce bill est une punition indéterminée applicable aux enfants dont le comportement est inacceptable dans notre société. Comment un juge peut-il déterminer le temps nécessaire au traitement de chaque individu? Les antécédents, le tempérament et les besoins de chacun varient énormément. Le juge Little, président du comité des juges de tribunaux pour enfants de l'Ontario a fait la remarque suivante:

On estime un juge capable de mesurer le temps nécessaire au traitement. Les condamnations à terme sont un peu comme si on faisait sortir un malade de l'hôpital en plein traitement.

L'Association canadienne d'hygiène mentale est encore plus explicite à ce sujet. Elle a déclaré:

Un Code criminel fondé sur la notion que les actes criminels particuliers méritent une gamme particulière de mesures punitives peut convenir aux adultes, mais, décidément, pas aux enfants. Un acte criminel particulier peut être commis par deux enfants du même âge. Les besoins sociaux, psychiques et intellectuels de l'un d'eux pourront exiger seulement une peine avec sursis; le cas de l'autre enfant demandera vraisemblablement une période indéfinie et sans doute prolongée de rééducation, de traitement et de recyclage.

Monsieur l'Orateur, dans ma province, il s'avère que la peine d'une durée indéterminée est de beaucoup plus efficace que celle qui comporte des limites, puisqu'elle permet à ceux qui s'occupent de l'enfant de déterminer, au fur et à mesure de ses progrès, exactement combien de temps il lui faut. Les jeunes changent beaucoup au cours de l'époque visée dans ce bill. Voilà l'occasion d'une autre remarque, monsieur l'Orateur. Nous sommes peu satisfaits de la période de 10 à 17 ans visée dans le bill. Nous croyons que l'âge de 14 ans, spécifié au Royaume-Uni comme âge minimum, est préférable, et que l'âge de 18 ans devrait être établi comme limite supérieure. Cette conception est conforme au régime adopté en Hollande et en Suède, pays qui usent de beaucoup plus de souplesse auprès des jeunes qu'il n'en est question dans les dispositions formalistes de ce bill.

Il manque dans le bill une disposition quelconque touchant la surveillance et la réadaptation après la libération. Il me paraît peu sensé de retenir une jeune personne sous garde pendant des mois ou des années, puis de la relancer dans la situation même qui a entraîné en premier lieu la commission d'un acte criminel. Si ce bill vise à réadapter les jeunes et à les rendre en toute sécurité à la société, il faudrait prévoir la surveillance et la réadaptation. Il n'est pas étonnant que le docteur Marcilio, jusqu'à très récemment chef de l'Unité psychiatrique du tribunal familial de Toronto, ait été poussé à déclarer:

• (9.20 p.m.)

Ces enfants ne sont pas des jeunes délinquants. Ils sont victimes de situations psychiatriques et de privation émotive. A son avis, 85 p. 100 des enfants amenés devant les tribunaux ont besoin de compréhension psychiatrique, mais le projet de loi ne tiendrait pas compte du besoin d'aide de l'enfant.

Et le juge William T. Little, président du comité de la délinquance juvénile institué par les juges des tribunaux de jeunes de l'Ontario, s'est montré très précis dans sa critique du bill lorsqu'il a déclaré:

L'objectif de la loi initiale (loi sur les jeunes délinquants) était d'ordre social: la réhabilitation des enfants. Il me semble qu'on n'en trouve aucune trace dans le nouveau bill.

Cependant, les choses se passent autrement; on revient à l'ancienne formule: crime et châtimement. Le ministre a dit que le nouveau bill traitera les jeunes comme des êtres plus responsables. Il doit sûrement savoir, tout comme le reste d'entre nous, que les jeunes délinquants ne sont pas responsables et ne peuvent être tenus pour tels que si nous sommes prêts à prévoir toute une série de moyens pour les aider. Ils n'auraient pas adopté ce comportement asocial s'ils avaient été des êtres humains responsables. Il est inutile de compter que du fait qu'ils sont arrêtés et détenus, ils vont soudainement le devenir.

Il me semble qu'avec cette façon de voir, nous n'avons pas appris grand-chose ces dernières années. Si de fait, nous ne voulons pas que toute une génération ou tout au moins un nombre plus grand de jeunes ne soient perdus à cause de ce bill, il nous faut réviser ses dispositions en tenant compte des connaissances et de la pensée scientifiques modernes. Je sais que certains peuvent se contenter de répondre au sentiment d'outrage et de culpabilité qu'éprouve la société en établissant des lois à caractère répressif contre les jeunes délinquants. Ils pourraient